

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

SAS TERREAL
13/17 rue Pagès
92150 SURESNES

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Pour le site de CHAGNY
Route de Lessard-le-National
71150 CHAGNY

N° 11-00836

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 07-02956 du 3 août 2007,

Considérant que, selon l'article L.514-1, 1^{er} alinéa du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les vitesses minimales d'éjection des rejets atmosphériques, imposées par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites autorisées en poussières (concentration et flux) dans les rejets atmosphériques pour le conduit n° 1, imposées par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé,

VU la fiche de conclusions de visite d'inspection de l'inspection des installations classées en date du 11 février 2011,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

La société TERREAL, dont le siège social est situé 13/17 rue Pagès - 92150 SURESNES, est mise en demeure, pour son établissement situé route de Lessard-le-National à CHAGNY (71150), de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 3.2.3 (vitesses minimales d'éjection) et 3.2.4 (concentration et flux en poussières pour le conduit n° 1) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2007 susvisé.

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chagny, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL, 206 rue Lavoisier, 71000 MACON.

MACON, le - 9 MAR. 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la
Préfecture de la Région de Bourgogne

Maqali SELLES